

EUROPE : LES CONVENTIONS CITOYENNES

Le Président de la République a annoncé son intention de lancer des conventions citoyennes sur l'avenir de l'Europe. La Commission européenne dans son Livre Blanc sur le même sujet avait également prévu de telles rencontres.

La montée de l'euro-scepticisme, le déficit d'information sur les acquis et les enjeux européens, les difficultés à trouver un consensus politique sur des sujets fondamentaux tels que le modèle économique et social, les migrations, l'accueil des réfugiés, l'Europe dans la mondialisation sont autant de défis majeurs qui appellent des réponses stratégiques que ces conventions devront définir de manière démocratique et citoyenne.

Il est fondamental que la Société Civile soit co-acteur de ces conventions si l'on veut que les citoyens se réapproprient le projet européen, disposent de l'information nécessaire et soient pleinement impliqués dans la définition de l'Europe du futur.

COMMENT ?

Ces conventions, co-organisées par la société civile et les autorités publiques devraient être territorialisées au niveau local, coordonnées aux niveaux régional puis national. En même temps, il est nécessaire qu'elles s'ouvrent à des personnes/organisations d'autres pays : c'est une condition indispensable pour s'impregner de la diversité culturelle et comprendre les autres européens.

En parallèle, les institutions européennes (Parlement et Commission) devraient rassembler les organisations européennes et impliquer des délégations des Parlements nationaux.

On aurait ainsi une vaste consultation interactive, utilisant également les technologies et les réseaux sociaux.

Ces conventions ne devraient pas être précipitées, elles doivent permettre la digestion de l'information et une maturation d'un projet global.

LES PROJETS A COURT/MOYEN TERME

En même temps, il faut pouvoir avancer rapidement sur des projets concrets et mobilisateurs :

Généraliser Erasmus+, fleuron de l'action européenne, en élargissant massivement le nombre des bénéficiaires, (x 10) à tous les niveaux de l'éducation scolaire, universitaire, la formation professionnelle, l'apprentissage, les échanges de jeunes, le service civique européen, les jeunes travailleurs et entrepreneurs, les acteurs culturels et sportifs, les agents des services publics...

Mettre en œuvre une véritable coordination économique de la zone euro (avec un « Ministre » de l'Économie et des Finances (fusionner le poste de Président de l'Eurogroupe avec celui de commissaire pour les Affaires économiques et financières)(1), un Budget, et une délégation du Parlement Européen pour en renforcer la gestion démocratique.

Renforcer la Politique Extérieure et de Sécurité pour assurer la participation effective de l'Europe dans la géostratégie mondiale.

Renforcer et préciser les objectifs climatiques.

Préparer les prochaines élections du Parlement Européen et prévoir dès 2019 une dose de représentation transnationale (pour remplacer les parlementaires britanniques)

POUR UNE REFORME EN PROFONDEUR

Sur base des livres blancs déjà élaborés par la Commission ou en cours, les conventions devraient aborder les défis majeurs de l'Europe de demain, et en particulier

La nature du projet européen : Union Politique ? Cercles concentriques ? Renforcement de la citoyenneté ? Europe des grands projets ?

Europe sociale et fiscale ?

Europe de la Défense ?

Politique de la recherche et de l'innovation

(1) En suivant le modèle du Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité